

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 30.623/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 30.623/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 1^{er} septembre 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des dispositions légales en matière d'écotaxe", a donné le 9 janvier 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 1 september 2000 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot samenordering van de wetsbepalingen inzake de milieutaksen", heeft op 9 januari 2002 het volgende advies gegeven :

I. Observations préalables

A. Incidence de l'introduction de l'euro sur la coordination

1. Moment auquel l'arrêté en projet peut être pris

Dans le cadre de l'introduction de l'euro dans la législation, les dispositions législatives coordonnées qui contiennent des montants libellés en francs belges sont converties en euro par le Roi en exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution. Deux instruments doivent être mentionnés à cet égard :

- l'arrêté royal du 20 juillet 2000 portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relèvent du ministère des Finances ¹, qui fait l'objet d'un avant-projet de loi confirmation ²;
- l'arrêté royal du 11 décembre 2001 portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution et qui relèvent du ministère des Finances ³, qui devra également être confirmé par le législateur.

Les procédures de confirmation en cours ont une incidence sur le moment auquel l'arrêté en projet pourra être pris. En effet, comme les dispositions coordonnées sont appelées à se substituer aux dispositions originelles, l'arrêté en projet ne pourra être pris qu'à partir du jour où les arrêtés royaux précités auront été confirmés par le législateur.

⁽¹⁾ Cet arrêté adapte les montants visés aux articles 395, 396 et 397 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

⁽²⁾ Cf. l'avant-projet de loi de confirmation des arrêtés royaux du 20 juillet 2000 portant exécution de la loi du 26 juin 2000 relative à l'introduction de l'euro dans la législation concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution, à propos duquel la section de législation du Conseil d'Etat a donné le 20 juin 2001, l'avis 31.516/2.

⁽³⁾ Ce projet d'arrêté a été soumis à la section de législation du Conseil d'Etat et fait l'objet de l'avis 32.596/2 donné le 27 novembre 2001.

2. Rédaction de la coordination

Les montants doivent être exprimés en euro, conformément aux adaptations qui auront été apportées par les arrêtés royaux, précités, aux dispositions originelles.

B. Confirmation législative de l'arrêté de coordination

L'auteur du projet n'a pas manifesté son intention de faire confirmer par le législateur la coordination en projet. Dans un souci de sécurité juridique et de clarté, il est néanmoins souhaitable de procéder à une telle confirmation et de proposer, à cette occasion, au législateur d'abroger les dispositions originelles, y compris celles qui ne sont pas reprises dans la coordination. La confirmation législative est d'autant plus nécessaire que la lisibilité de certaines dispositions coordonnées requiert une importante adaptation de leur forme (cf. infra l'examen des dispositions coordonnées).

II. Examen du projet d'arrêté de coordination

Intitulé

Les mots "dispositions légales" doivent être remplacés par les mots "dispositions législatives".

Préambule

L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 45 de la loi du 22 juin 1976 concernant les douanes et accises. La mention de ce fondement à l'alinéa 1^{er} suffit. L'énoncé du contenu de l'article 45 doit donc être supprimé; il peut-être intégré dans le rapport au Roi.

Le projet ayant été notifié à la Commission européenne, il faut rédiger un alinéa 2 visant cette formalité.

L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'Etat doit mentionner, outre sa date, le numéro d'identification de l'avis.

Dispositif

Article 1^{er}

Cet article doit être rédigé de manière à permettre l'identification précise des dispositions coordonnées, à savoir les articles 369 à 401 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, en tenant compte des modifications qu'elles ont subies.

Il faut ajouter à ces dispositions l'arrêté royal du 10 novembre 1997 relatif aux produits en papier et/ou carton mis à la consommation et passibles de l'écotaxe, confirmé par l'article 39 de la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales diverses. En effet, cet arrêté royal qui, par sa confirmation, a acquis une valeur législative est indissociable des articles 383 et 384 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 précitée.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de rédiger l'article 1^{er} comme suit :

"Sont coordonnées, conformément au texte annexé au présent arrêté, les dispositions énumérées ci-après :

- 1° les articles 369 à 401 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, modifiés par les lois des 3 juin 1994, 9 février 1995, 7 mars 1996,

14 juillet 1997, et 10 novembre 1997, ainsi que par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, confirmé par la loi du... et par l'arrêté royal du..., confirmé par la loi du...; ⁴

- 2° l'arrêté royal du 10 novembre 1997 relatif aux produits en papier et/ou carton mis à la consommation et passibles de l'écotaxe, confirmé par l'article 39 de la loi du 4 mai 1999 portant des dispositions fiscales diverses."

*

* *

L'arrêté en projet doit être complété par une disposition mentionnant l'intitulé de la coordination.

L'intitulé suivant est suggéré :

"Lois sur les écotaxes, coordonnées le ...".

III. Examen des dispositions coordonnées

A. Observations générales

1. Les dispositions coordonnées contiennent des dispositions transitoires qui n'étaient plus susceptibles de s'appliquer en 2001 ni au cours des années suivantes. Ces dispositions doivent être omises de la coordination en projet.

Sont concernés :

a) à l'article 5 des dispositions coordonnées qui reproduit l'article 373 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée :

⁽⁴⁾ L'article 13 de la loi du 4 avril 1995 portant des dispositions fiscales et financières ne doit pas être mentionné car les modifications introduites par cet article sont devenues sans objet.

- l'alinéa 2 qui dispose que "A titre transitoire, la période de référence prise en compte pour l'année civile 1994 est la période de six mois se terminant le 28 février 1994 tant pour les taux de réutilisation que pour les taux de recyclage";
- le paragraphe 1^{er}, a), relatif aux récipients des eaux pétillantes, des colas et des bières;
- le paragraphe 1^{er}, b), alinéa 1^{er}, qui dispose que "Pour bénéficier de l'exonération pour l'année civile 1994, le taux de réutilisation moyen atteint durant la période de référence par le redevable ou le groupement de redevables doit atteindre au minimum le taux de réutilisation moyen qu'il a réalisé en 1991";
- le paragraphe 2, 1^o, alinéa 2, qui débute par les mots "A titre transitoire et pour obtenir l'exonération pour l'année civile considérée, ces taux de recyclage devront être effectivement pour 12%... ";
- le paragraphe 4, alinéa 1^{er} ⁵;

b) à l'article 8 des dispositions coordonnées qui reproduit l'article 378 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée, le paragraphe 1^{er}, 2. et 4., ainsi que les mots "et, en ce qui concerne l'option reprise sous 2, la destination de la cotisation de collecte et de recyclage" figurant sous le § 1^{er}, 3 ⁶.

2. Les dispositions coordonnées contiennent également des dispositions qui se réfèrent à des dates antérieures à 2001 et qui ne présentent donc un intérêt que pour le passé. Ces dispositions doivent dès lors être adaptées à la situation existant aujourd'hui et les références aux dates révolues doivent être omises des dispositions coordonnées.

⁽⁵⁾ Il faut également être attentif à la référence faite à cette disposition par l'article 23, § 1^{er}, alinéa 2.

⁽⁶⁾ Il ne faut pas non plus perdre de vue la référence faite à cette disposition par l'article 23, § 1^{er}, alinéa 2.

Sont concernés :

- à l'article 8, § 1^{er}, 5., les mots "et pour la première fois le 1^{er} juillet 1997.";
- l'article 11, 1°, a), b) et c) ⁷, et, dans la dernière phrase de l'article 11, les mots "qu'elle soumet pour la première fois au Roi au plus tard le 1^{er} juillet 1997";
- à l'article 12, § 2, première phrase, les mots "et la date à partir de laquelle l'écotaxe est applicable à la substance";
- l'article 14, § 1^{er}, deuxième phrase;
- l'article 15, alinéas 2 et 3;
- l'article 25, § 2;
- l'article 31, alinéa 3, dans la mesure où il se réfère aux arrêtés visés aux articles 14 et 15;
- l'article 32;
- l'annexe 3.

3. Pour chaque article des dispositions coordonnées, il convient d'ajouter une note de bas de page indiquant avec précision à quelle disposition initiale correspond l'article du texte coordonné, quelles modifications ont été apportées à cette disposition dans le passé et quelles sont les modifications apportées dans la disposition initiale

⁽⁷⁾ Ainsi, à l'article 11, 1°, a), il est suggéré d'écrire : "Pour les emballages de plus de 20 litres, l'on accepte un système de collecte avec prime de retour, lorsque la collecte atteint 70 %".

consécutivement à la coordination. A titre d'exemple, en ce qui concerne l'article 1^{er} du texte coordonné, la note de bas de page doit être rédigée comme suit, compte tenu des observations particulières formulées ci-après à propos de cet article :

"Loi du 16 juillet 1993, art. 369, modifié par les lois des 9 février 1995, art. 1^{er}, 7 mars 1996, art. 2 et 14 juillet 1997, art. 2. Dans la phrase introductive, les mots "Pour l'application des présentes dispositions coordonnées" remplacent les mots "Pour l'application de la présente loi". Au 4°, les mots "au sens de l'article 4" remplacent les mots "au sens de l'article 372 de la présente loi". Au 9°, les mots "repris dans les classes mentionnées à l'annexe 1" remplacent les mots "repris dans les catégories suivantes : " et l'énumération des pesticides à usage agricole et des pesticides à usage non agricole est déplacée dans cette annexe. Le 10° reproduit le 10°, alinéa 1^{er}. Le 11° reproduit le 10°, alinéa 2. Le 12° reproduit le 11° et, dans la version française, les mots "tenues de" remplacent les mots "tenues à". Le 13° reproduit le 11°bis. Les 14° à 18° reproduisent les 12° à 16°. Dans la version française du 18° qui reproduit le 16°, les mots "de son client" remplacent les mots "à son client".".

4. Il convient de compléter la coordination en projet par des notes justificatives indiquant les raisons pour lesquelles la coordination apporte des modifications aux dispositions originelles. Ces notes justificatives ne doivent pas nécessairement être propres à un article; elles peuvent contenir des remarques générales applicables à plusieurs articles. Ainsi, de nombreuses dispositions coordonnées doivent être adaptées pour être rendues conformes aux règles de légistique, tandis que d'autres dispositions doivent être corrigées pour remédier à des erreurs de langue.

5. En annexe des dispositions coordonnées, doit figurer une table de concordance entre les dispositions législatives originelles dans leur suite arithmétique et les dispositions législatives coordonnées. Celle-ci doit être rédigée sur la base de l'exemple suivant, concernant l'article 369 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée :

Art. 369, 1°

Art. 1^{er}, 1°

Art. 369, 2°

remplacé par la loi du 2 février 1995, art. 1^{er}, 1°

Art. 1^{er}, 2°

.../...

Art. 369, 3°		Art. 1 ^{er} , 3°
Art. 369, 4°	remplacé par la loi du 7 mars 1996, art. 2, 1)	Art. 1 ^{er} , 4°
Art. 369, 5°		Art. 1 ^{er} , 5°
Art. 369, 6°	remplacé par la loi du 7 mars 1996, art. 2, 2)	Art. 1 ^{er} , 6°
Art. 369, 7°		Art. 1 ^{er} , 7°
Art. 369, 8°	remplacé par la loi du 7 mars 1996, art. 2, 3)	Art. 1 ^{er} , 8°
Art. 369, 9° ⁸	remplacé par la loi du 7 mars 1996, art. 2, 4)	
phrase introductive		Art. 1 ^{er} , 9°
A) et B)		Annexe 1
Art. 369, 10°, alinéa 1 ^{er}		Art. 1 ^{er} , 10°
Art. 369, 10°, alinéa 2		Art. 1 ^{er} , 11°
Art. 369, 11°	remplacé par la loi du 7 mars 1996, art. 2, 5)	Art. 1 ^{er} , 12°
Art. 369, 11bis°	inséré par la loi du 7 mars 1996, art. 2, 6)	Art. 1 ^{er} , 13°
Art. 369, 12°		Art. 1 ^{er} , 14°
Art. 369, 13°		Art. 1 ^{er} , 15°
Art. 369, 14°		Art. 1 ^{er} , 16°

⁽⁸⁾ Cf. observations particulières relatives à l'article 1^{er} des dispositions coordonnées.

Art. 369, 15° inséré par la loi du 2 février 1995, art. 1^{er}, 2° Art. 1^{er}, 17°

Art. 369, 16° inséré par la loi du 7 mars 1996, art. 2, 7) Art. 1^{er}, 18°

De même, il est suggéré, à des fins pratiques, de rédiger une table de concordance inverse entre les dispositions législatives coordonnées dans leur suite arithmétique et les dispositions législatives originelles.

6. Lorsqu'une partie d'article de la loi ordinaire du 16 juillet 1993, précitée, n'est pas repris dans les dispositions coordonnées, il faut le mentionner. Il en est ainsi de l'article 389, 3° et 4°, et des dispositions citées ci-avant qui ne présentent un intérêt que pour le passé.

B. Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

Dans la phrase introductive du texte français, il faut supprimer le mot "légales". Cette observation vaut également pour les articles 20, 4°, 23, § 1^{er}, alinéa 3, 24, § 1^{er}, alinéa 3, 25, alinéa 1^{er}, 25, § 2, alinéa 1^{er} et § 3, alinéa 2, 1^{er} tiret, 26, alinéa 1^{er}, 28, alinéa 1^{er} et 30.

Au 4°, les mots "des présentes dispositions légales coordonnées" sont inutiles et doivent être omis.

Au 9°, l'énumération des classes de pesticides à usage agricole et de pesticides à usage non agricole alourdit considérablement la lecture du texte et ne respecte pas les règles de légistique en matière de division de l'article. C'est pourquoi, il convient de déplacer l'énumération de ces classes dans une annexe "ad hoc" qui sera l'annexe 1. A cette fin, les mots "repris dans les catégories suivantes :" seront remplacés par les mots "repris dans les classes mentionnées à l'annexe 1".

.../...

Le 10° définit deux termes distincts qui mériteraient de figurer chacun dans une subdivision numérique propre. C'est pourquoi, il est proposé de reproduire :

- sous le 10°, uniquement le 10°, alinéa 1^{er} ;
- sous le 11° nouveau, le 10°, alinéa 2, la numérotation subséquente étant adaptée.

Dans la version française du 11° en projet, devenant le 12°, il convient de remplacer les mots "tenues à" par les mots "tenues de". Il faut également écrire "ministre des Finances" au lieu de "Ministre des Finances", l'usage de la minuscule étant justifié par le fait qu'est visé tout titulaire possible de la fonction⁹.

Le 11°bis doit être renuméroté en 13° et la numérotation subséquente doit être adaptée, les 12° à 16° devenant les 14° à 18°.

Dans la version française du 16° en projet, devenant, le 18°, les mots "à son client" doivent être remplacés par les mots "de son client".

Article 4

Au 2°, les tirets doivent être remplacés par une subdivision en a) et b).

Au 3°, la seconde phrase doit être déplacée pour devenir l'alinéa 2 de l'article 4 en projet. Elle doit être rédigée comme suit :

"Le Roi détermine les conditions auxquelles le signe distinctif visé à l'alinéa 1^{er}, 3° répond."

⁽⁹⁾ Cette remarque vaut pour l'ensemble du texte coordonné et notamment pour les articles 6, § 3, 16, 17, 19, alinéa 3, 22, alinéa 1^{er}, 23, § 1^{er}, 25, § 3, alinéa 2 et 31.

Article 5

Il est renvoyé à l'observation générale 1., relative à la nécessité d'exclure des dispositions coordonnées les dispositions transitoires. Cette exclusion qui s'impose d'un point de vue technique a cependant pour inconvénient que la compréhension de cet article qui est déjà en soi ardue, s'en trouve encore plus malaisée. Une intervention du législateur pour clarifier le texte applicable est vivement souhaitable. Celle-ci pourrait avoir lieu à l'occasion de la confirmation législative de l'arrêté en projet.

La division de cet article doit en outre être entièrement revue conformément aux règles énoncées dans la circulaire de légistique, spécialement aux points 8.5.2.5. à 8.5.2.8. Cette remarque vaut également pour les articles 8, 11, 12, 13 et 25.

Article 6

Conformément au point 8.5.2.1. de la circulaire de légistique, la division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa. Dans le présent article, la division en paragraphes sera donc remplacée par une division en alinéas. La même remarque vaut pour les articles 10 et 14.

Dans le paragraphe 1^{er}, devenant l'alinéa 1^{er}, il est suggéré de remplacer le texte en projet par le texte suivant :

"Les appareils photos jetables, mis à la consommation, sont soumis à une écotaxe de 300 francs". Cette proposition est justifiée par les éléments suivants :

- 1° les mots "Les objets jetables cités ci-après" ont perdu leur pertinence, depuis que la loi du 10 novembre 1997 a supprimé toute référence aux rasoirs jetables, laissant ainsi subsister une seule catégorie d'objets jetables, les appareils photos jetables;
- 2° l'écotaxe réduite de 100 francs applicable aux appareils photos jetables a été supprimée par la loi du 9 février 1995;
- 3° il résulte des deux suppressions précitées que le maintien du tableau et les mots "conformément au tableau suivant" ont eux-mêmes perdu toute pertinence.

Dans le paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, la référence au paragraphe 2 doit être remplacée par une référence à l'alinéa 2.

Article 7

Compte tenu des observations formulées sous l'article 1^{er} et de l'énumération des classes de pesticides dans une annexe 1, l'annexe visée sous l'article 7 en projet doit être renumérotée en annexe 2. La numérotation des autres annexes doit également être adaptée.

Article 12

Dans les paragraphes 2 et 3, les mots "aux présentes dispositions légales coordonnées" sont superflus et doivent être omis.

Article 16

Compte tenu de la nouvelle division proposée pour l'article 1^{er}, il convient de viser l'article 1^{er}, 14° au lieu de l'article 1^{er}, 12°.

Article 18

Dans le paragraphe 3, alinéa 2, mieux vaut écrire "ministres fédéraux" au lieu de "ministres nationaux" et "Gouvernements de Région" au lieu de "Exécutifs régionaux".

Dans le paragraphe 4, il convient d'écrire "du Gouvernement fédéral ou d'un Gouvernement" au lieu de "du Gouvernement ou d'un Exécutif".

Article 19

L'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"La commission examine spécifiquement la répercussion de l'application des présentes dispositions coordonnées sur l'emploi dans les secteurs concernés."

Il y a une discordance entre la version néerlandaise de l'alinéa 2 (deux phrases) et la version française (une seule phrase).

Article 21

Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, mieux vaut écrire "Conseil central de l'Economie" et dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3°, il convient d'écrire "au Gouvernement fédéral et aux Gouvernements de Région" au lieu de "au Gouvernement et aux Exécutifs régionaux". Les mots "au Parlement" doivent également être remplacés par les mots "aux Chambres législatives".

Article 22

Les mots "par la présente loi coordonnée" doivent être remplacés par les mots "par les présentes dispositions coordonnées".

Article 23

Dans la version française du paragraphe 2, il convient d'écrire "le taux" au lieu de "les taux".

Article 24

Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, il convient d'écrire "de la police fédérale et de la police locale" au lieu de "de la gendarmerie et de la police communale".

Observations finales d'ordre linguistique

La version néerlandaise de certaines dispositions législatives coordonnées en matière d'écotaxe est de piètre qualité du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond faites ci-dessus et à titre d'exemple que sont faites les propositions de texte suivantes :

Article 5

A l'alinéa 1^{er} il convient d'écrire : "vrijgesteld worden van de milieutaks" au lieu de "genieten van de vrijstelling van de milieutaks".

Cette observation vaut, mutatis mutandis, pour l'ensemble du projet.

Article 6

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire à la première phrase : "Wanneer voor wegwerpfototoestellen ... milieutaks voorgeschreven in ...". A la dernière phrase du même paragraphe il vaut mieux écrire : "De Koning bepaalt bij een besluit waarover in de Ministerraad overleg is gepleegd, de nadere regels omtrent dat bewijs."

Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il convient d'écrire "afgegeven" au lieu de "afgeleverd", ainsi que "certificeringsorgaan" au lieu de "certificeringsorganisme".

Article 8

Au 1, a) du paragraphe 1^{er}, il convient d'écrire "ter uitvoering van" au lieu de "in uitvoering van".

Article 11

Au b), 4°, alinéa 1^{er}, il convient d'écrire "halen van de doelstellingen" au lieu de "behalen van de doelstellingen". Cette observation vaut pour l'ensemble du texte. En outre, mieux vaut rédiger le 4°, alinéa premier, comme suit :

"4° De controle op het halen van de doelstellingen en op de verwijdering of valorisatie van verpakkingen geschiedt door middel van door de gewesten gecertificeerde documenten overeenkomstig de wetgeving inzake afvalstoffen."

Article 21

Au paragraphe 2 il vaut mieux écrire :

"De Commissie kan elk onderzoek verrichten of laten verrichten dat zij nuttig acht voor de uitoefening van haar taak; ..."

.../...

Au paragraphe 4 il convient d'écrire "verzorgd" au lieu de "verzekerd". Dans la même phrase, in fine, il convient d'écrire : "... en onder het gezag en het toezicht van de voorzitter van de Commissie staan."

Article 24

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, il convient d'écrire "overtredingen van" au lieu de "inbreuken op". Cette observation vaut, mutatis mutandis, pour tout le projet.

Au paragraphe 2, il convient d'écrire "respectieve" au lieu de "respectievelijke".

Le texte des disposition législatives coordonnées en matière d'écotaxe contient, sous l'influence du français, souvent des articles définis redondants.

A titre d'exemple, il ne convient pas que l'intitulé du Chapitre I s'énonce : "Definities", du Chapitre II : "Verpakkingen voor dranken", du Chapitre III : "De wegwerpartikelen", du Chapitre IV : "De batterijen" ... jusqu'au Chapitre VII "Het papier", tandis qu'à partir du Chapitre VIII "Opvolgingscommissie", l'article soit de nouveau omis. Un tel procédé est contraire au génie de la langue néerlandaise, qui a ses propres règles. Dans les cas énoncés, l'article défini doit être chaque fois omis.

Le texte néerlandais des dispositions législatives coordonnées en matière d'écotaxe doit être soigneusement revu.

I. Voorafgaande opmerkingen

A. Weerslag van de invoering van de euro op de coördinatie

1. Tijdstip waarop het ontworpen besluit mag worden uitgevaardigd

In het kader van de invoering van de euro in de wetgeving, worden de gecoördineerde wetsbepalingen die bedragen bevatten die zijn uitgedrukt in Belgische frank, door de Koning omgezet in euro's ter uitvoering van de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet. In dat opzicht behoren twee rechtsinstrumenten te worden vermeld :

- het koninklijk besluit van 20 juli 2000 houdende uitvoering van de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet en die ressorteert onder het Ministerie van Financiën ¹, dat het onderwerp is van een voorontwerp van bekrachtigingswet ²;
- het koninklijk besluit van 11 december 2001 houdende uitvoering van de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op de aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet en die ressorteert onder het Ministerie van Financiën ³, dat eveneens door de wetgever zal moeten worden bekrachtigd.

⁽¹⁾ Dit besluit past de bedragen aan, vermeld in de artikelen 395, 396 en 397 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur.

⁽²⁾ Cf. het voorontwerp van wet ter bekrachtiging van de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 houdende uitvoering van de wet van 26 juni 2000 betreffende de invoering van de euro in de wetgeving die betrekking heeft op aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State op 20 juni 2001 advies 31.516/2 heeft uitgebracht.

⁽³⁾ Dit ontwerpbesluit is voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State en daarover is advies 32.596/2 uitgebracht dd. 27 november 2001.

De lopende bekrachtigingsprocedures hebben een weerslag op het tijdstip waarop het ontworpen besluit zal kunnen worden uitgevaardigd. Aangezien de gecoördineerde bepalingen in de plaats moeten komen van de oorspronkelijke bepalingen, kan het ontworpen besluit immers eerst worden uitgevaardigd met ingang van de dag waarop de voormelde koninklijke besluiten door de wetgever zullen zijn bekrachtigd.

2. Redactie van de coördinatie

De bedragen moeten worden uitgedrukt in euro's overeenkomstig de aanpassingen die bij de voormelde koninklijke besluiten zullen zijn aangebracht in de oorspronkelijke bepalingen.

B. Bekrachtiging bij wet van het coördinatiebesluit

De steller van het ontwerp heeft niet te kennen gegeven dat het in zijn bedoeling ligt de ontworpen coördinatie bij wet te laten bekrachtigen. Ter wille van de rechtszekerheid en de duidelijkheid is het niettemin wenselijk zo een bekrachtiging te doen en naar aanleiding daarvan aan de wetgever voor te stellen de oorspronkelijke bepalingen op te heffen, met inbegrip van die welke niet zijn opgenomen in de coördinatie. De bekrachtiging bij wet is des te meer noodzakelijk daar de leesbaarheid van zekere gecoördineerde bepalingen een verregaande aanpassing van de vorm ervan vereist (cf. infra het onderzoek van de gecoördineerde bepalingen).

II. Onderzoek van het ontwerp van coördinatiebesluit

Opschrift

Men schrijve : "Koninklijk besluit tot coördinatie van de wetbepalingen inzake milieutaksen".

Aanhef

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 45 van de wet van 22 juni 1976 inzake douane en accijnzen. De vermelding van die rechtsgrond in het eerste lid volstaat. De formulering van de inhoud van artikel 45 moet dus vervallen; die kan worden opgenomen in het verslag aan de Koning.

Aangezien het ontwerp ter kennis is gebracht van de Europese Commissie, dient een tweede lid te worden geredigeerd waarin naar deze formaliteit wordt verwezen.

In het lid betreffende het advies van de Raad van State moeten de datum van het advies en het nummer ervan worden vermeld.

Dispositief

Artikel 1

Dit artikel moet zo worden geredigeerd dat de gecoördineerde bepalingen duidelijk kunnen worden herkend, namelijk de artikelen 369 tot 401 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, rekening houdend met de wijzigingen die zij hebben ondergaan.

Aan die bepalingen moet het koninklijk besluit van 10 november 1997 worden toegevoegd betreffende producten in papier en/of karton die in het verbruik gebracht worden en die aan milieutaks worden onderworpen, bekrachtigd bij artikel 39 van de wet van 4 mei 1999 houdende diverse fiscale bepalingen. Dit koninklijk besluit, dat doordat het is bekrachtigd, de waarde heeft van een wet, is immers onlosmakelijk verbonden met de artikelen 383 en 384 van de voormelde gewone wet van 16 juli 1993.

Gelet op deze gegevens wordt voorgesteld artikel 1 te redigeren als volgt :

"De hierna opgenoemde bepalingen worden gecoördineerd overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst :

.../...

- 1° de artikelen 369 tot 401 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, gewijzigd bij de wetten van 3 juni 1994, 9 februari 1995, 7 maart 1996, 14 juli 1997 en 10 november 1997, alsmede bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, bekrachtigd bij de wet van ... en bij het koninklijk besluit van ... , bekrachtigd bij de wet van ... ⁴.
- 2° het koninklijk besluit van 10 november 1997 betreffende producten in papier en/of karton die in het verbruik gebracht worden en die aan milieutaks worden onderworpen, bekrachtigd bij artikel 39 van de wet van 4 mei 1999 houdende diverse fiscale bepalingen."

*
* *

Het ontworpen besluit moet worden aangevuld met een bepalingen waarin het opschrift van de coördinatie wordt vermeld.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Wetten op de milieutaksen, gecoördineerd op ..."

III. Onderzoek van de gecoördineerde bepalingen

A. Algemene opmerkingen

1. De gecoördineerde bepalingen bevatten overgangsbepalingen die niet meer konden worden toegepast in 2001, noch in de loop van de volgende jaren. Die bepalingen moeten vervallen in de ontworpen coördinatie.

⁽⁴⁾ Artikel 13 van de wet van 4 april 1995 houdende fiscale en financiële bepalingen moet niet worden vermeld, daar de bij dit artikel ingevoerde wijzigingen doelloos zijn geworden.

Dit geldt voor :

a) in artikel 5 van de gecoördineerde bepalingen, dat artikel 373 weergeeft van de voormelde gewone wet van 16 juli 1993 :

- het tweede lid, dat bepaalt : "Bij wijze van overgang is de in aanmerking genomen referentieperiode voor het kalenderjaar 1994 de periode van zes maanden eindigend op 28 februari 1994 zowel voor de hergebruik- als voor de recyclagepercentages";
- paragraaf 1, a), betreffende de verpakkingen van spuitwater, cola en bier;
- paragraaf 1, b), eerste lid, die bepaalt : "Om voor het kalenderjaar 1994 van de vrijstelling te genieten, moet het gemiddelde hergebruikpercentage bereikt door de belastingplichtige of groep van belastingplichtigen tijdens de referentieperiode op zijn minst gelijk zijn aan het gemiddelde hergebruikpercentage dat hij in 1991 heeft gerealiseerd";
- paragraaf 2, 1°, tweede lid, die als volgt begint : "Bij wijze van overgang en om de vrijstelling voor het beschouwde kalenderjaar te verkrijgen, moeten deze recyclagepercentages daadwerkelijk worden bereikt voor 12 % ...";
- paragraaf 4, eerste lid ⁵.

b) in artikel 8 van de gecoördineerde bepalingen, dat artikel 378 weergeeft van de voormelde gewone wet van 16 juli 1993, paragraaf 1, 2. en 4., alsmede de woorden "en, inzake de optie vermeld onder 2, de besteding van de inzamel- en recyclagebijdrage" die voorkomen onder § 1, 3 ⁶.

⁽⁵⁾ Er moet ook worden gelet op de gewezen op de verwijzing naar die bepaling in artikel 23, § 1, tweede lid.

⁽⁶⁾ De verwijzing naar deze bepaling in artikel 23, § 1, tweede lid, mag evenmin uit het oog worden verloren.

2. De gecoördineerde bepalingen bevatten eveneens bepalingen die verwijzen naar data van vóór 2001 en die dus alleen van belang zijn voor het verleden. Die bepalingen moeten bijgevolg worden aangepast aan de thans bestaande situatie en de verwijzingen naar voorbije data moeten in de gecoördineerde bepalingen vervallen.

Dit geldt voor :

- in artikel 8, § 1, 5., de woorden "en voor de eerste maal uiterlijk op 1 juli 1997";
- artikel 11, 1°, a), b) en c) ⁷ en in de laatste zin van artikel 11, de woorden "dat zij voor de eerste maal uiterlijk op 1 juli 1997 aan de Koning voorlegt";
- in artikel 12, § 2, eerste zin, de woorden "en de datum vanaf wanneer de milieutaks op die stof van toepassing is";
- artikel 14, § 1, tweede zin;
- artikel 15, tweede en derde lid;
- artikel 25, § 2;
- artikel 31, derde lid, in zoverre het verwijst naar de in de artikelen 14 en 15 vermelde besluiten;
- artikel 32;
- bijlage 3.

3. Voor elk artikel van de gecoördineerde bepalingen dient een voetnoot te worden toegevoegd waarin duidelijk wordt vermeld met welke oorspronkelijke bepaling het artikel van de gecoördineerde tekst overeenstemt, welke wijzigingen in het verleden

⁽⁷⁾ Zo wordt voorgesteld in artikel 11, 1°, a), te schrijven : "Voor verpakkingen groter dan 20 liter wordt een ophaalsysteem met een retourpremie aanvaard wanneer de ophaling 70 % bereikt".

in die bepaling zijn aangebracht en welke wijzigingen worden aangebracht in de oorspronkelijke bepaling als gevolg van de coördinatie. Bij wijze van voorbeeld, in verband met artikel 1 van de gecoördineerde tekst en gelet op de hierna over dat artikel gemaakte bijzondere opmerkingen moet de voetnoot geredigeerd worden als volgt :

"Wet van 16 juli 1993, art. 369, gewijzigd bij de wetten van 9 februari 1995, art. 1, 7 maart 1996, art. 2 en 14 juli 1997, art. 2. In de inleidende zin vervangen de woorden "Voor de toepassing van deze gecoördineerde bepalingen" de woorden "Voor de toepassing van deze wet". In onderdeel 4° vervangen de woorden "in de zin van artikel 4" de woorden "in de zin van artikel 372 van deze wet". In onderdeel 9° vervangen de woorden "opgenomen in de categorieën vermeld in bijlage 1" de woorden "opgenomen in de volgende categorieën :" en de opsomming van de bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig gebruik en van de bestrijdingsmiddelen voor niet-landbouwkundig gebruik wordt naar die bijlage verplaatst. Onderdeel 10° geeft 10°, eerste lid, weer. Onderdeel 11° geeft 10°, tweede lid, weer. Onderdeel 12° geeft 11° weer en in de Franse lezing vervangen de woorden "tenues de" de woorden "tenues à". Onderdeel 13° geeft 11°bis weer. De onderdelen 14° tot 18° geven de onderdelen 12° tot 16° weer. In de Nederlandse versie van onderdeel 18°, dat 16° weergeeft, vervangen de woorden "de factuur van" de woorden "factuur aan".

4. De ontworpen coördinatie dient te worden aangevuld met verantwoordingsnota's, waarin de redenen worden opgegeven waarom de coördinatie wijzigingen aanbrengt in de oorspronkelijke bepalingen. Die verantwoordingsnota's hoeven niet noodzakelijk voor één artikel te gelden; ze kunnen algemene opmerkingen bevatten die van toepassing zijn op verschillende artikelen. Zo moeten talrijke gecoördineerde bepalingen worden aangepast om ze in overeenstemming te brengen met de regels van de wetgevingstechniek, terwijl andere bepalingen moeten worden gecorrigeerd om taalfouten weg te werken.

5. Als bijlage bij de gecoördineerde bepalingen moet een tabel worden gevoegd met de concordantie tussen de oorspronkelijke wetsbepalingen (in rekenkundige volgorde) en de gecoördineerde wetsbepalingen. Deze moet worden opgesteld naar het

.../...

volgende voorbeeld , betreffende artikel 369 van de voormelde gewone wet van 16 juli 1993 :

Art. 369, 1°		Art. 1, 1°
Art. 369, 2°	vervangen bij de wet van 2 februari 1995, art. 1, 1°	Art. 1, 2°
Art. 369, 3°		
Art. 369, 4°	vervangen bij de wet van 7 maart 1996, art. 2, 1)	Art. 1, 3° Art. 1, 4°
Art. 369, 5°		Art. 1, 5°
Art. 369, 6°	vervangen bij de wet van 7 maart 1996, art. 2, 2)	Art. 1, 6°
Art. 369, 7°		Art. 1, 7°
Art. 369, 8°	vervangen bij de wet van 7 maart 1996, art. 2, 3)	Art. 1, 8°
Art. 369, 9 ⁸	vervangen bij de wet van 7 maart 1996, art. 1, 9° art. 2, 4),	
inleidende zin		Art. 1, 9°
A) en B)		Bijlage 1
Art. 369, 10°, eerste lid		Art. 1, 10°
Art. 369, 10°, tweede lid		Art. 1, 11°
Art. 369, 11°	vervangen bij de wet van 7 maart 1996, art. 2, 5)	Art. 1, 12°
Art. 369, 11bis°	ingevoegd bij de wet van 7 maart 1996, art. 2, 6)	Art 1, 13°

⁽⁸⁾ Cf. bijzondere opmerkingen betreffende artikel 1 van de gecoördineerde bepalingen.

Art. 369, 12°		Art. 1, 14°
Art. 369, 13°		Art. 1, 15°
Art. 369, 14°		Art. 1, 16°
Art. 369, 15°	ingevoegd bij de wet van 2 februari 1995, art. 1, 2°	Art. 1, 17°
Art. 369, 16°	ingevoegd bij de wet van 7 maart 1996, art. 2, 7)	Art. 1, 18°

Evenzo wordt om praktische doeleinden voorgesteld een tabel op te stellen van omgekeerde concordantie tussen de gecoördineerde wetsbepalingen in rekenkundige volgorde en de oorspronkelijke wetsbepalingen.

6. Wanneer een deel van een artikel van de voormelde gewone wet van 16 juli 1993 niet wordt opgenomen in de gecoördineerde bepalingen, dient zulks te worden vermeld. Dit is het geval met artikel 389, 3° en 4°, en de hiervoren aangehaalde bepalingen die alleen van belang zijn voor het verleden.

B. Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

In de inleidende zin schrijve men : "gecoördineerde bepalingen" in plaats van "wet". Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 20, 4°, 23, § 1, derde lid, 24, § 1, derde lid, 25, eerste lid, 25, § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, eerste streepje, 26, eerste lid, 28, eerste lid, en 30.

In onderdeel 4° dienen de woorden "van deze wet" als overbodig te vervallen.

.../...

In onderdeel 9° bemoeilijkt de opsomming van de categorieën van bestrijdingsmiddelen voor landbouwkundig en niet-landbouwkundig gebruik de lezing van de tekst aanzienlijk en worden de regels van de wetgevingstechniek inzake de indeling van een artikel niet in acht genomen. Daarom dient de opsomming van die categorieën te worden verplaatst naar een bijlage "ad hoc," die bijlage 1 zal zijn. Daartoe moeten de woorden "opgenomen in de volgende categorieën" vervangen worden door de woorden "opgenomen in de categorieën vermeld in bijlage 1".

In onderdeel 10° worden twee afzonderlijke termen gedefinieerd die elk in een eigen onderverdeling zouden moeten worden opgenomen met eigen nummering. Daarom wordt voorgesteld :

- onder onderdeel 10°, alleen onderdeel 10°, eerste lid, weer te geven;
- onder het nieuwe onderdeel 11°, onderdeel 10°, tweede lid, weer te geven met een aanpassing van de daaropvolgende nummering

In de Franse lezing van het ontworpen onderdeel 11°, dat 12° wordt, dienen de woorden "tenues à" vervangen te worden door de woorden "tenues de ". Men schrijft bovendien "minister van Financiën" in plaats van "Minister van Financiën". Er behoort geen hoofdletter te worden gebruikt omdat verwezen wordt naar elke mogelijke bekleeder van het ambt ⁹.

Onderdeel 11°bis moet worden vernummerd tot onderdeel 13° en de daaropvolgende nummering moet worden aangepast, waarbij de onderdelen 12° tot 16° de onderdelen 14° tot 18° worden.

In de Nederlandse versie van het ontworpen onderdeel 16° moeten de woorden "factuur aan" vervangen worden door de woorden "factuur van".

⁽⁹⁾ Deze opmerking geldt voor de gehele gecoördineerde tekst en meer bepaald voor de artikelen 6, § 3, 16, 17, 19, derde lid, 22, eerste lid, 25, § 3, tweede lid, en 31.

Artikel 4

In onderdeel 2° moeten de streepjes vervangen worden door een indeling in a) en b).

In onderdeel 3° moet de tweede zin verplaatst worden om het tweede lid te worden van het ontworpen artikel 4. Deze zin moet worden geredigeerd als volgt :

"De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan het kenteken bedoeld in het eerste lid, 3°, moet voldoen."

Artikel 5

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1, betreffende de noodzaak om de overgangsbepalingen niet op te nemen in de gecoördineerde bepalingen. Deze uitsluiting die noodzakelijk is uit een technisch oogpunt , heeft evenwel het nadeel dat het nog moeilijker wordt om de tekst van dit artikel, die op zich reeds weinig bevattelijk is, te begrijpen. Een initiatief van de wetgever om de toepasselijke tekst te verduidelijken is ten zeerste geraten. Dit zou kunnen naar aanleiding van de bekrachtiging bij wet van het ontworpen besluit.

De indeling van dit artikel moet daarenboven volledig worden herzien overeenkomstig de regels gesteld in de wetgevingstechnische circulaire, inzonderheid in de punten 8.5.2.5. tot 8.5.2.8.. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 8, 11, 12, 13 en 25.

Artikel 6

Overeenkomstig punt 8.5.2.1. van de wetgevingstechnische circulaire is een indeling in paragrafen niet verantwoord wanneer elke paragraaf uit slechts één lid bestaat. In dit artikel moet de indeling in paragrafen dus vervangen worden door een indeling in leden. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 10 en 14.

Wat paragraaf 1 betreft, die het eerste lid wordt, wordt voorgesteld de ontworpen tekst te vervangen door de volgende tekst :

"Op wegwerpfototoestellen die in verbruik worden gebracht, wordt een milieutaks geheven van 300 frank". Dit voorstel wordt gerechtvaardigd als volgt :

- 1° de woorden "De hierna genoemde wegwerpartikelen" zijn niet meer relevant, sedert de wet van 10 november 1997 elke verwijzing naar wegwerpscheermesjes heeft afgeschaft en zodoende één enkele categorie van wegwerpartikelen heeft laten bestaan, namelijk wegwerpfototoestellen;
- 2° de beperkte milieutaks van 100 frank op wegwerpfototoestellen is afgeschaft bij de wet van 9 februari 1995;
- 3° uit beide voormelde afschaffingen blijkt dat handhaving van de tabel en de woorden "overeenkomstig de hiernavolgende tabel" zelf niet meer relevant zijn.

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, moet de verwijzing naar paragraaf 2 vervangen worden door een verwijzing naar het tweede lid.

Artikel 7

Vanwege de onder artikel 1 gemaakte opmerkingen en de opsomming van de categorieën van bestrijdingsmiddelen in een bijlage 1, moet de bijlage bedoeld in het ontworpen artikel 7 vernummerd worden tot bijlage 2. De nummering van de overige bijlagen moet eveneens worden aangepast.

Artikel 12

In de paragrafen 2 en 3 dienen de woorden "bij deze wet" als overbodig te vervallen.

Artikel 16

Gelet op de nieuwe indeling die wordt voorgesteld voor artikel 1, dient te worden verwezen naar artikel 1, 14°, in plaats van naar artikel 1, 12°.

Artikel 18

In paragraaf 3, tweede lid, zou het beter zijn te schrijven "federale ministers" in plaats van "nationale ministers" en "Gewestregeringen" in plaats van "Gewestexecutieven".

Paragraaf 4 zou aldus gesteld moeten worden "Het mandaat van lid van de Commissie is onverenigbaar met dat van lid van een van de wetgevende vergaderingen en met dat van lid van de federale regering of een regering".

Artikel 19

Het tweede lid, tweede zin, moet worden geredigeerd als volgt :

"De commissie onderzoekt in het bijzonder de weerslag van de toepassing van deze gecoördineerde bepalingen op de werkgelegenheid in de betrokken sectoren."

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse tekst van het tweede lid (twee zinnen) en de Franse tekst (één zin).

Artikel 21

In de Franse versie van paragraaf 1, tweede lid, 2°, is het beter te schrijven : "Conseil central de l'Economie". In paragraaf 1, tweede lid, 3°, zou het beter zijn te schrijven "zij bezorgt haar werkzaamheden aan de federale regering en de gewestregeringen" in plaats van "zij maakt haar werkzaamheden aan de Regering en de

Gewestelijke Executieven ... over". De woorden "aan het Parlement" moeten eveneens worden vervangen door de woorden "aan de wetgevende kamers".

Artikel 22

De woorden "bij deze wet bepaalde" moeten vervangen worden door de woorden "bij deze gecoördineerde bepalingen voorgeschreven".

Artikel 23

In de Franse versie van paragraaf 2 schrijve men "le taux" in plaats van "les taux".

Artikel 24

In paragraaf 1, derde lid, schrijve men "van de federale en de lokale politie" in plaats van "van de rijkswacht en de gemeentelijke politie".

Slotopmerkingen van taalkundige aard

De Nederlandse versie van sommige gecoördineerde wetsbepalingen inzake milieutaksen is van geringe kwaliteit uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen en bij wijze van voorbeeld worden de volgende tekstvoorstellen gedaan:

Artikel 5

In het eerste lid schrijve men : "vrijgesteld worden van de milieutaks" in plaats van "genieten van de vrijstelling van de milieutaks".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor geheel het ontwerp.

Artikel 6

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, schrijve men in de eerste zin : "Wanneer voor wegwerpfototoestellen ... milieutaks voorgeschreven in ...". In de laatste zin van dezelfde paragraaf zou het beter zijn te schrijven : "De Koning bepaalt bij een besluit waarover in de Ministerraad overleg is gepleegd, de nadere regels omtrent dat bewijs."

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men "afgegeven" in plaats van "afgeleverd", alsook "certificeringsorgaan" in plaats van "certificeringsorganisme".

Artikel 8

In onderdeel 1, a) van paragraaf 1 schrijve men "ter uitvoering van "in plaats van "in uitvoering van".

Artikel 11

In onderdeel b), 4°, eerste lid, schrijve men "halen van de doelstellingen" in plaats van "behalen van de doelstellingen". Deze opmerking geldt voor de gehele tekst. Voorts zou het beter zijn onderdeel 4°, eerste lid, als volgt te stellen :

"4° De controle op het halen van de doelstellingen en op de verwijdering of valorisatie van verpakkingen geschiedt door middel van door de gewesten gecertificeerde documenten overeenkomstig de wetgeving inzake afvalstoffen."

Artikel 21

In paragraaf 2 zou het beter zijn te schrijven :

"De Commissie kan elk onderzoek verrichten of laten verrichten dat zij nuttig acht voor de uitoefening van haar taak;

In paragraaf 4 schrijve men "verzorgd" in plaats van "verzekerd". Aan het slot van de zin schrijve men : "... en onder het gezag en het toezicht van de voorzitter van de Commissie staan."

Artikel 24

In paragraaf 1, derde lid, schrijve men "overtredingen van " in plaats van "inbreuken op". Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp.

In paragraaf 2 schrijve men "respectieve " in plaats van "respectievelijke".

De tekst van de gecoördineerde wetsbepalingen inzake milieutaksen bevat, naar Frans model, dikwijls overtoollige bepaalde lidwoorden. Zo bijvoorbeeld gaat het niet aan dat het opschrift van Hoofdstuk I luidt : "Definities", van Hoofdstuk II : "Verpakkingen voor dranken", van Hoofdstuk III : "De wegwerpartikelen", van Hoofdstuk IV "De batterijen"... tot en met Hoofdstuk VII "Het papier", terwijl vanaf Hoofdstuk VIII "Opvolgingscommissie" het lidwoord wederom achterwege blijft. Zo'n handelwijze is in strijd met het Nederlandse taaleigen, waarvoor eigen regels gelden. Het bepaald lidwoord zou in die gevallen telkens achterwege moeten blijven. De Nederlandse tekst van de gecoördineerde wetsbepalingen inzake milieutaksen zou zorgvuldig herzien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIÉNARDY,
J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été rédigé par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd opgesteld door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS